

GAUCHE Lionel Jospin devait intervenir, dimanche 26 novembre, en conclusion du congrès du Parti socialiste, qui s'est ouvert, vendredi, à Grenoble. ● LE PREMIER MINISTRE

entend, non seulement évoquer les deux principaux dossiers imposés par l'actualité – vache folle et guerre d'Algérie –, mais aussi tracer le cap pour la gauche d'ici à 2002. ● LA

MAJORITÉ a resserré les rangs autour du premier secrétaire, François Hollande, face aux critiques de la Gauche socialiste et des amis d'Henri Emmanuelli. Pour parvenir à

une synthèse, ces derniers ont multiplié les exigences, notamment sur les dossiers sociaux. ● DOMINIQUE GILLOT, secrétaire d'Etat à la santé a été sommée par le premier ministre

d'éviter toute nouvelle maladresse dans la gestion de l'affaire de la vache folle. M. Jospin a discrètement rencontré, récemment, Bernard Kouchner.

Lionel Jospin esquisse son projet face à Jacques Chirac

Devant le congrès du Parti socialiste, à Grenoble, le premier ministre devait, dimanche, tracer les contours de l'« ère nouvelle » qu'il entend proposer à la gauche d'ici à 2002, et au-delà. François Hollande, lui, devait se charger des critiques contre le chef de l'Etat

GRENOBLE

de notre envoyée spéciale

Jean-Pierre Chevènement et la Corse lui ont imposé son discours de La Rochelle à la fin du mois d'août, à l'université d'été du Parti socialiste. Dominique Strauss-Kahn et la cassette Méry lui ont volé, quelques semaines plus tard, celui de Lyon devant les parlementaires socialistes. « Martine », « Elisabeth » et quelques autres ont occupé l'essentiel de son intervention télévisée du 19 octobre sur TF1. Alors, dimanche 26 novembre, devant les socialistes réunis en congrès à Grenoble, Lionel Jospin espère bien que rien ne viendra cette fois brouiller son message aux Français. Car c'est bien de cela qu'il s'agit pour le premier ministre : le discours de Grenoble est d'abord un rendez-vous avec les Français et surtout avec les électeurs aux législatives et à la présidentielle de 2002.

De ce discours, M. Jospin a pu craindre d'être encore une fois dépossédé par l'actualité. La question de la vache folle et, dans une moindre proportion – même s'il ne faut pas, surtout pas, en sous-estimer le poids symbolique et

affectif –, celle de la reconnaissance de la torture en Algérie se sont bien sûr imposées dans l'intervention du premier ministre.

Plusieurs de ses proches parmi les élus, dont un grand nombre sont nés comme lui à la conscience politique par la guerre d'Algérie, attendent de M. Jospin qu'il s'exprime sur le sujet. Le premier ministre est d'autant plus enclin à leur répondre qu'il a d'ores et déjà entrouvert la porte en évoquant le devoir de vérité et de lucidité face à cette période dans un discours prononcé à l'occasion du dîner du CRIF, le 4 novembre. Comme on l'a laissé entendre ces derniers jours dans son entourage, M. Jospin considère toutefois que ce travail de vérité ne relève pas d'une commission d'enquête parlementaire, mais plutôt d'une commission d'historiens – pourquoi pas français et algériens, a-t-il suggéré – dont il pourrait évoquer la création à Grenoble. La réflexion n'est bien sûr pas sans fondement politique : la relecture de la guerre d'Algérie pourrait bien être une attitude déterminante pour la jeune génération issue de l'immigration, souvent tentée par l'abs-

ention, alors que la communauté des rapatriés d'Algérie constitue le vivier traditionnel du Parti socialiste.

Le deuxième thème imposé par l'actualité est celui de la vache fol-

lère et d'indignation contre ce qu'il appelle le « coup politique » de Jacques Chirac et dont il ne sort pas victorieux. Il lui faut désormais sortir par le haut de ce sujet en remplaçant notamment les nou-

ble, que ce congrès ne doit pas être et ne sera pas une collection de phrases anti-Chirac. Vendredi, quelques orateurs ont tout de même cherché – et trouvé – dans les attaques contre le président les applaudissements de la salle. Jean-Christophe Cambadélis a ainsi observé qu'aujourd'hui « c'est bien le président que le président qui valorise la présidence » et André Vallini, premier secrétaire fédéral de l'Isère, a évoqué longuement son « irresponsabilité ». Mais la plupart des orateurs entendus samedi, dont au premier chef, Martine Aubry, n'avaient pas l'intention de trop attaquer le président. Cette mission reviendra, de fait, à François Hollande dans son intervention de dimanche. Entre le premier secrétaire du PS et le premier ministre, les rôles sont partagés. Au premier, il revient de dire ce que Jacques Chirac ne fait pas ou ne peut pas faire, d'évoquer sa stratégie présidentielle, de railler l'Etat de l'opposition qui voit « naître un candidat par jour », d'insister sur la faiblesse du RPR qui pousse le chef de l'Etat à constituer des « réseaux » parallèles et de dénon-

cer sa démagogie. Au deuxième alors de prendre la parole pour parler de la puissance et de la sérénité du PS qui vient de se rassembler derrière son premier secrétaire à l'occasion de ce congrès, d'insister sur la force de la majorité plurielle – la grande oubliée de sa dernière intervention télévisée – qui va faire, cette fois, l'objet de tous ses soins dès samedi à l'occasion d'un déjeuner avec ses chefs puis, dimanche, dans son discours.

Au premier ministre encore de défendre son bilan et de présenter la ligne de l'action gouvernementale d'ici 2002.

Ce discours de Grenoble doit être aussi pour Lionel Jospin l'occasion de théoriser enfin cette « ère nouvelle » qu'il a déjà esquissée à plusieurs reprises. Après avoir évoqué au printemps dernier la « nouvelle donne » puis la « sortie de cri-

La « contribution solitaire » d'Arnaud Montebourg

A la librairie d'Alpexpo, cent cinquante exemplaires de *La Machine à trahir*, prêts aux dédicaces, attendaient, samedi 25 novembre, un congressiste nommé Arnaud Montebourg. Son *Rapport sur le délabrement de nos institutions* (Denoël), où le député de Saône-et-Loire plaide pour la mise en accusation de Jacques Chirac devant la Haute Cour, est passé en tête des ventes d'essais et de documents du palmarès de *Livres hebdo*. Avec « quelques copains », M. Montebourg parle de faire « congrès off » au café, puisque « tout ce qui se passe à la tribune est inintéressant ». Il aurait bien aimé entrer au conseil national, mais François Hollande a dit non. « Je suis donc un refuznik qui a écrit un samizdat ! », a lancé le député au premier secrétaire du PS. On ne veut donc pas que les bons et ceux qui travaillent entrent à la direction du parti. Lionel Jospin n'a pas répondu à l'envoi du livre, dédié « en hommage à celui qui pourra démanteler la machine à trahir ». A M. Hollande, M. Montebourg avait écrit : « Voici ma contribution solitaire au congrès de Grenoble. »

le et de la sécurité alimentaire. A Grenoble, il revient donc au premier ministre d'en finir avec la polémique dans laquelle il s'est de lui-même enfermé ces trois dernières semaines, dans un mélange de

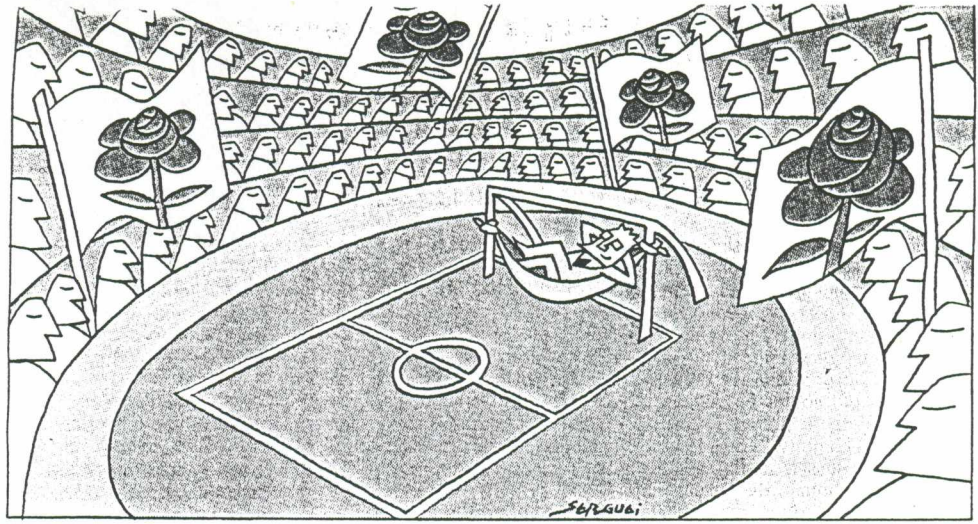
velles exigences des Français en matière de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement dans le cadre plus large d'un changement de société. C'est la raison pour laquelle on affirme, à Greno-

Pour Lionel Jospin, l'occasion de théoriser enfin cette « ère nouvelle » pour 2002

se » et ces « *stygmates* » dont principalement celles du chômage, le premier ministre veut pouvoir dessiner les lignes d'un futur projet de législature dont sera chargée M^{me} Aubry.

Il insistera, comme il l'a fait à l'occasion d'une rencontre organisée par le mensuel *Alternatives économiques*, sur ce qu'il revendique comme étant sa marque personnelle, à savoir la stabilité politique et économique de la gauche contre les fantômes des « *tournants* » et des « *pauses* ». Lionel Jospin ne devrait donc rien dire sur le président, mais en insistant sur la stabilité et sur la sérénité, dessiner le contraire, un portrait en creux. Et c'est aux Français qu'il reviendra de faire la comparaison entre les deux tableaux.

Pascale Robert-Diard ,



La majorité resserre les rangs face aux reproches des minoritaires

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

La belle innovation scénique du congrès de Grenoble, avec trois pupitres pour permettre aux délégués d'intervenir de la salle, n'aura vécu, vendredi 24 novembre, qu'une vingtaine de minutes. Quatrième intervenante, Laurence Rossignol, de la Gauche socialiste, a lancé : « Il faudrait installer un stand Doliprane-Aspirine à l'entrée à droite, car on va tous avoir des torticolis ! » Son compère de l'autre minorité, Alain Vidalies, qui présidait la séance, a vite fait de constater que l'initiative « technique » de François Hollande ne donnait pas le « bon résultat » escompté, et il a invité sa camarade à s'exprimer au pupitre de la tribune. « La Gauche socialiste est utile, au moins dans les détails », a commenté M^{me} Rossignol, avant de saluer les 27 % obtenus au total par les deux minorités et d'y voir une incitation à la fusion. « Nous sommes dans la vague de la résistance au libéralisme », a-t-elle assuré.

Avant qu'Harlem Désir ne lance à son tour un appel du pied aux amis d'Henri Emmanuelli, M. Vidalies a de nouveau écarté toute fusion. « La dynamique, l'objectif même d'un congrès est de parvenir à une synthèse politique, a lancé le député des Landes. L'objectif, naturellement, c'est la ligne du parti tout entier, et non le rassemblement minoritaire, qui, à ce stade, ne serait pour nous qu'une stratégie de renoncement. » Tout en affirmant que ces 27 % devaient conduire à la « recherche d'un nouvel équilibre dans le parti », M. Vidalies a annoncé – afin de parvenir à une synthèse politique, samedi soir, à la commission des résolutions, avec la motion majoritaire de M. Hollande – plusieurs amendements : sur la démocratie sociale, sur la construction d'une Europe fédérale démocratique, sur l'intégration de la valeur ajoutée dans l'assiette des cotisations sociales, sur l'engagement du service public pour l'accès aux nouvelles technologies de communication, sur la laïcité.

Les résultats définitifs des votes n'ont été communiqués que samedi. Sur 118 694 inscrits, et 78 739 votants (66,36 %), la motion de M. Hollande a obtenu 56 374 voix (72,94 %), celle de

M. Emmanuelli 10 647 voix (13,78 %), celle de la Gauche socialiste 10 266 voix (13,28 %). Les militants socialistes ont aussi approuvé, à 74,28 %, des modifications statutaires qui tendent notamment à rétablir, pour les adhérents, les six mois d'ancienneté nécessaires pour pouvoir voter, disposition que Lionel Jospin avait supprimée en 1995. Ils ont adopté à 87,43 % le rapport d'activité d'Alain Claeys.

Si la Gauche socialiste n'avait pas encore, samedi matin, arrêté sa position, Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray semblaient peu désireux de faire la synthèse sans fusion préalable avec les emma-

Alain Vidalies a fustigé la « défaite en rase campagne » provoquée par un social-libéralisme qui « gangrène la social-démocratie »

nuellistes. M. Emmanuelli, lui, reste favorable à la synthèse, même si M. Vidalies a placé la barre haut sur la démocratie sociale, considérant l'expression de « société de partenaires », utilisée dans la motion de M. Hollande, comme « une formulation idéologique bien hasardeuse ». M. Vidalies s'est aussi étonné que « nous approuvions quasi unanimement » le principe de validation d'accords sociaux signés par des syndicats majoritaires et que « nous nous apprêtions à donner l'agrément à un accord minoritaire pour l'Unedic ». Pour obtenir la synthèse, M. Hollande envisageait de proposer des réunions du conseil national, avec débats fédéraux préalables, sur la démocratie sociale et sur les inégalités ; il se proposait aussi de nommer, parmi les proches de M. Emmanuelli, un délégué national aux inégalités.

Les scores des deux minorités ont provoqué à la tribune une manifestation d'unité des majoritaires, dans un parti où, a assuré André Vallini (Isère), « le débat est

bien vivant ». Gwenegon Bui, président du Mouvement des jeunes socialistes, et Marisol Touraine (Indre-et-Loire) ont défendu l'idée, contenue dans la motion de M. Hollande, de créer « un contrat d'autonomie et d'une allocation d'insertion » pour les moins de vingt-cinq ans qui « veulent s'engager vers l'emploi ». Eric Besson (Drôme), qui devrait entrer au secrétariat national, a préconisé pour les entreprises « une obligation d'insérer » et « un contrat de retour au travail » inspiré des emplois-jeunes.

Dans un jeu de rôles inédit, le fabiusien Henri Weber et le rocardien Alain Bergounioux ont fait front commun contre les attaques de M. Vidalies qui, visant sans le nommer Laurent Fabius – à travers les stock-options, l'épargne salariale, la baisse du « seul impôt progressif et notamment la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu » –, avait fustigé la « défaite en rase campagne » provoquée par un social-libéralisme qui « gangrène la social-démocratie ». « C'est du keynésianisme ! », s'est exclamé M. Weber, défendant la politique de M. Fabius, qui lie « l'efficacité économique et le progrès social et démocratique, la modernisation et la solidarité ».

« Réduire nos déficits et notre endettement, a ajouté le sénateur de Seine-Maritime, c'est être capable de faire face à un retournement de conjoncture. » M. Bergounioux a reproché aux minoritaires leur « ignorance des réalités européennes et mondiales » et à la Gauche socialiste, spécifiquement, de vouloir « augmenter les dépenses ». « La résistance contre le libéralisme c'est ce que nous faisons aujourd'hui, c'est la réussite de ce que nous faisons », a-t-il martelé.

Sur un registre voisin, Jean-Christophe Cambadélis (Paris) a mis en avant le « modèle original » résumé par le triptyque « réformer, unir, construire », qui, a-t-il insisté, « se distingue du modèle dominant à gauche, en Europe, par un refus fondamental de la société de marché ». Pendant ce temps, M. Hollande tentait, en coulisse, de mettre la dernière main à son futur conseil national.

Michel Noblecourt

Le Monde
27/11/2000
p. 7